

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Avenant n°3 au contrat de concession du service de distribution publique d'énergie calorifique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1er janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la SERM la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone.

La distribution d'énergie calorifique a été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Un autre avenant a ensuite été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15/12/94, désormais confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29/09/2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000, ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqué des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu (ci-après la « Concession »), a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en oeuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La Concession a été adaptée avec l'avenant n°2 en date du 1^{er} octobre 2012, ayant pour objet :

- D'une part, de convertir la chaufferie charbon d'Antigone au granulé de bois ;
- D'autre part, de créer une nouvelle chaufferie à plaquette de bois sur le site de l'ancienne chaufferie charbon du Lycée Joffre.

Et donc de remplacer, pour le réseau historique des quartiers d'Antigone et du Polygone, du charbon et une partie du gaz par une énergie renouvelable et local, la biomasse issue des forêts gérées durablement du nord de l'Hérault et de Lozère.

Le seuil de 50% d'énergie renouvelable pour la production de chaleur sur ce réseau de chaleur sera donc dépassé, comme les réseaux des quartiers de Port Marianne, des Grisettes et des Universités qui sont aussi alimentés majoritairement par des énergies renouvelables, plaquette forestière, biogaz et bois propre de récupération.

Malgré des investissements conséquents (8M€) et l'augmentation des coûts d'exploitation, les tarifs en € HT ont été maintenus à leur valeur.

La Concession doit à nouveau être adaptée dans le cadre du présent avenant pour les raisons ci-après explicitées :

L'article 70 de la Concession prévoit l'examen régulier du niveau des tarifs du Concessionnaire et de la composition des formules de variation afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques.

Selon les termes de la Concession, le prix de base de vente de l'énergie calorifique aux abonnés est la somme de deux éléments, une partie variable R1 proportionnelle à l'énergie consommée, et une partie fixe R2 proportionnelle à la puissance souscrite.

R1 est l'élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie réputées nécessaires pour assurer la fourniture d'un MWh destiné à l'approvisionnement en chaleur et en froid.

La loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 relative à la nouvelle organisation du marché de l'électricité, et la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, ont organisé respectivement, la disparition des tarifs réglementés de vente (TRV) d'électricité et de gaz pour les professionnels au 31 décembre 2015.

En conséquence, certains indices composant les formules d'indexation de R1-Chaleur et R1-Froid ont vocation à disparaître au 31/12/2015 et la composition des formules d'indexation doit être modifiée dans le cadre du présent avenant avec la mise à jour des tarifs et des indices de référence en valeur connue au 31 août 2015.

Pour le gaz, la nouvelle référence proposée est le tarif réglementé du gaz naturel B1 résidentiel et pour l'électricité, ce sont les tarifs d'Accès Régulé d'Electricité Nucléaire Historique (ARENH) et le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité (TURPE).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter les termes de l'avenant joint en annexe à la délibération
- d'autoriser la SERM à adopter les nouvelles grilles tarifaires présentées dans l'avenant
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le premier Adjoint à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015